



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Regression-sociale>

Actualité

Régression sociale

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1039 - janvier 2004 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 novembre 2006

Date de parution : janvier 2004

Description :

JEAN-PIERRE MON constate que la même politique fait les mêmes ravages en Allemagne.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nous avons souvent dénoncé, dans ces colonnes, la politique de régression sociale menée par le gouvernement Raffarin et, avant lui, les "abandons" de la gauche de "gouvernement" face aux exigences du patronat. Le phénomène n'est pas uniquement français, comme semblent souvent le laisser entendre les grands médias, toujours complaisants avec le pouvoir. Il s'agit en fait de la mise en oeuvre à l'échelle mondiale de la politique dite du "consensus de Washington", par les grandes multinationales, les banques de Wall-Street, les organismes financiers internationaux comme le FMI, la Banque mondiale, la Réserve fédérale des États-Unis,... Cette idéologie élaborée au cours des années 1980 à partir des thèses développées par l'école de Chicago [1], sous la direction du monétariste Milton Friedman prône la discipline budgétaire, les réformes fiscales favorisant le capital (et comportant aussi la création d'un impôt négatif sur le revenu [2]...), la réduction des dépenses publiques, la libéralisation des échanges commerciaux et financiers, la dérégulation des transports, des télécommunications, de la Poste, plus généralement la privatisation des services publics et, fait souvent passé sous silence, l'abolition du service militaire [3].

Doctrine mondiale, ce "consensus de Washington" a été adopté par l'Union européenne, quelle que soit la couleur des gouvernements des États membres. Le cas de l'Allemagne du "social-démocrate" Schröder est particulièrement instructif.

Adieu la réduction du temps de travail !

Le patronat allemand veut remettre en cause les accords sociaux de réduction du temps de travail [4]. Cherchant vainement, comme tous les pays, à résoudre son problème de chômage (4,2 millions de chômeurs), l'Allemagne vient d'ouvrir sur le temps de travail un nouveau débat qui se résume à la question : « faut-il mieux travailler moins et gagner moins ou travailler plus pour le même tarif ? », en d'autres termes, comment choisir entre la peste et le choléra ? On se souvient que dans les années 1990, Volkswagen avait joué un rôle de pionnier en réduisant fortement la durée du travail jusqu'à 28 heures par semaine. Cette mesure lui avait permis de "sauver" 30.000 emplois, et, d'ailleurs, elle allait dans le sens du progrès social. Dans les trente dernières années, le temps de travail en Allemagne a baissé de 25% et la même tendance a été observée en France et en Angleterre. Plus généralement, selon l'OCDE, le temps annuel de travail dans l'industrie était en 2002 de 1.444 heures en Allemagne de l'Ouest, de 1.545 heures en France, de 1.809 heures au Japon et de 1.815 heures aux États-Unis. Mais cela ne faisait pas l'affaire du capital !

« On dit qu'il y a trois millions de personnes qui veulent du travail. C'est pas vrai, de l'argent leur suffirait ».
Coluche

Cet été donc, fort de l'échec de la grève organisée en juin par le syndicat IG Metall [5] pour obtenir, comme à l'Ouest, la semaine de 35 heures dans les Länder de l'Est, le président conservateur de la Bavière, Edmund Stoiber, a lancé l'attaque en déclarant que « le temps et le climat sont plus favorables que jamais à une réforme courageuse du marché du travail », comprenant un allongement de deux à trois heures hebdomadaires de la durée du travail sans hausse de salaire. L'opposition tout entière a bien sûr repris cette idée. Les quelques entreprises, et non des moindres, comme Opel ou Deutsche Telekom, qui ont signé ou envisagent de signer des accords de réduction du temps de travail à 30 ou 35 heures avec baisse de salaire pour éviter des licenciements massifs [6], sont largement critiquées. Il s'agit « juste d'une stratégie de crise à court terme » a déclaré le président des chambres de commerce et d'industrie ; « il doit devenir clair pour nous que le temps de travail normal n'est pas de 35 à 37 heures par semaine mais de 43 à 45 heures » a renchéri le directeur général du fabricant de pneus Continental. Enfonçant le clou, Klaus Zimmermann, président de l'institut de conjoncture DIW, proche du patronat, va encore plus loin : « si l'on devait s'adapter convenablement à la diminution de la population active allemande et à l'allongement de l'espérance de vie,

on devrait décider dans les vingt prochaines années, un allongement significatif de la vie professionnelle jusqu'à environ 70 ans »...

Vive l'inégalité !

Cyniquement, Zimmermann précise sa pensée : « Les employés sans formation professionnelle doivent pouvoir travailler moins, mais leur salaire doit aussi baisser, si plus de personnes ont besoin de trouver du travail. Les spécialistes doivent travailler plus, car ce sont généralement eux qui manquent aux employeurs. S'ils le font pour la même rémunération, alors ils auront encore plus de valeur pour les employeurs et seront encore plus demandés. Si nous pouvons donner une formation professionnelle à plus de personnes, l'activité peut augmenter. Mais les possibilités sont limitées et cette limite ne peut-être surmontée que par l'immigration de travailleurs qualifiés [...] Au total, pour résoudre notre problème, il faut accepter une plus grande inégalité des revenus. Cela peut être admis si cela permet aussi un retour des chômeurs dans le monde du travail ».

Les milieux patronaux ne manquent pas non plus une occasion de présenter l'allongement de la durée du travail sans augmentation de salaire comme le seul remède aux délocalisations industrielles, notamment vers les pays de l'Europe de l'Est. « Ce n'est qu'en travaillant plus que nos entreprises seront plus compétitives à l'international » proclame le président de la Fédération allemande des chambres de commerce. La régression sociale est en marche et le pire est que les populations semblent la considérer comme normale [7] : 53% des Allemands sont favorables à l'idée d'une hausse du temps de travail d'une à deux heures par semaine !

Et personne ne se demande ni pourquoi, ni pour qui, il faut produire plus.

[1] GR 1023, juillet 2003.

[2] Devenu en France, sous le gouvernement Jospin, la "prime pour l'emploi".

[3] Une armée de métier est plus facile à contrôler qu'une armée de conscrits...

[4] Le Monde, 18/12/2003.

[5] Syndicat de l'automobile, de l'électrotechnique et de la métallurgie.

[6] 10.000 postes menacés chez Deutsche Telekom.

[7] Frankfurter Rundschau, 08/11/2003.